



TABLEAU DE BORD économique de l'Île-de-France

UNE FIN D'ANNEE 2019 RELATIVEMENT CALME POUR L'ÉCONOMIE FRANCILIENNE... AVANT LA TEMPÊTE DE 2020

Bilan du quatrième trimestre 2019

L'économie francilienne a bien résisté au ralentissement mondial de 2019 puis aux mouvements sociaux...

Malgré un environnement macroéconomique toujours ralenti et la dégradation du climat social en décembre, l'activité francilienne a globalement bien résisté au quatrième trimestre 2019. Ainsi, le total des créations d'entreprises a continué à croître fin 2019 et, surtout, le nombre de défaillances d'entreprises s'est nettement réduit (- 11,3 % au dernier trimestre et - 5,1 % sur l'ensemble de 2019). Le déficit extérieur régional a quant à lui terminé l'année au plus bas depuis 2006. Dans le même temps, plus de 18 000 créations nettes d'emplois ont été enregistrées en Île-de-France et le taux de chômage francilien a diminué de 0,4 point pour se trouver au plus bas depuis début 2009 (7,1%). Malgré tout, de nombreux secteurs ont été affectés en décembre par les mouvements sociaux ; c'est notamment le cas de l'hôtellerie qui a perdu près de 500 000 nuitées en 2019 par rapport à 2018.

Tendances à court terme

... mais il en sera autrement face à l'épidémie de Covid-19

Toutefois, comme cela est signalé pour tous les indicateurs analysés dans ce tableau de bord, les tendances globalement favorables observées au quatrième trimestre 2019 risquent de toutes s'inverser début 2020 ; en effet, l'économie francilienne a subi un coup d'arrêt lorsque l'épidémie de Covid-19 s'est progressivement étendue au monde entier à partir de janvier et, encore plus, lorsque les mesures sanitaires de confinement ont été appliquées en France à la mi-mars. Dans l'industrie manufacturière, de rares secteurs – l'agroalimentaire et l'industrie pharmaceutique, principalement – ont échappé au coup de frein de l'activité en mars ; toutefois, même ces secteurs ont parfois dû tourner au ralenti, le temps de s'adapter aux normes de sécurité sanitaire ou de réorganiser les équipes pour faire face aux absences. Dans les services marchands, le transport de marchandises a été le secteur le moins affecté tandis que l'hôtellerie-restauration et, plus globalement, le tourisme sont au contraire les plus en difficulté. Dans le commerce, seuls les établissements alimentaires peuvent rester ouverts mais s'adapter aux contraintes hygiéniques et faire face à l'absence de salariés n'est pas toujours simple pour les plus petites enseignes ; en dehors de l'alimentaire, certains magasins se sont tournés vers le e-commerce mais leur activité reste réduite du fait des difficultés logistiques. Dans le BTP, les chantiers – y compris ceux du Grand Paris Express - ont quasiment tous été mis à l'arrêt dès les premiers jours du confinement ; la publication, le 2 avril, par l'Organisme professionnel de prévention du BTP (OPPBT) du guide de préconisations sanitaires pour la continuité des activités de construction en période d'épidémie de Covid-19 permet en théorie la reprise des chantiers mais celle-ci est lente du fait des difficultés à appliquer les nouvelles normes. Dans la plupart des secteurs, les emplois sont, pour l'heure, préservés grâce au recours massif au chômage partiel... mais il en sera probablement différemment lorsque le rebond s'avèrera impossible pour certaines entreprises. Peu de données sont encore disponibles mais les premières sont sans précédent : le trafic passagers de Paris Aéroport s'est notamment effondré de 58,5 % sur un an en mars et la demande placée de bureaux en Île-de-France a chuté de 36,8 % au premier trimestre.

Indice de la production nationale industrielle

4^e trimestre 2019 - glissement annuel

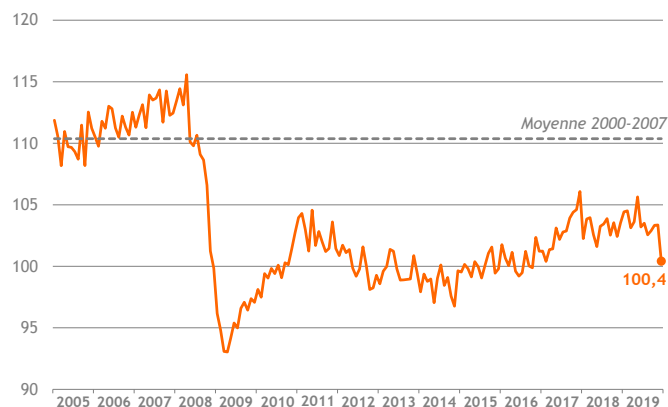
- 0,8 %

Après avoir atteint en mai 2019 l'un de ses plus hauts niveaux depuis la récession de 2008-2009, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) hexagonal s'est nettement infléchi depuis ; ainsi, après avoir déjà perdu 1,1 % sur un trimestre au cours de l'été 2019, il s'est réduit de 0,6 % au quatrième trimestre 2019.

Le repli sur un an a atteint 0,8 % au dernier trimestre de l'année dernière et l'IPI de décembre était retombé à son niveau de février 2017. Ainsi, alors même qu'elle s'effondre début 2020, la production industrielle nationale n'a jamais pu retrouver ces dix dernières années ses plus hauts d'avant la récession de 2008-2009 : en décembre dernier, elle était inférieure de 9,0 % à sa moyenne de la période 2000-2007. Au plan sectoriel, il est à noter que la fabrication de matériels de transports était déjà particulièrement à la peine au quatrième trimestre 2019 (- 3,3 % sur un an) alors qu'actuellement ce secteur souffre particulièrement de l'épidémie de Covid-19.

Indice de la production nationale industrielle

(données cjo-cvs - base 100 en 2015)



Source : Insee

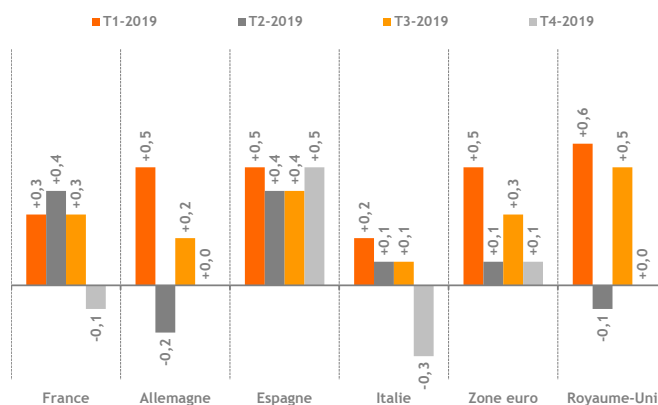
La conjoncture européenne

4^e trimestre 2019 - PIB de la zone euro

+ 0,1 %

Avant même les creux qui l'attendent en 2020, la croissance européenne avait déjà tourné au ralenti au quatrième trimestre 2019 ; ainsi, le PIB avait crû de 0,1 % à la fois dans la zone euro et dans l'Union européenne à 28 (UE28) fin 2019. Parmi les principales économies continentales, seule l'Espagne a continué à afficher un niveau de croissance relativement soutenu (+ 0,5 %) ; dans le même temps, le PIB allemand est tout juste resté stable tandis que les économies française (- 0,1 %) et italienne (- 0,3 %) se sont contractées et se trouveront en « récession technique » dès le premier trimestre 2020. Hors zone euro, la croissance britannique a été nulle après avoir rebondi à + 0,5 % au trimestre précédent. Dans ce contexte ralenti, le taux de chômage européen s'est révélé hésitant mais s'est réduit de 0,1 point entre septembre et décembre pour atteindre 7,4 % en zone euro et à 6,2 % dans l'UE28.

Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays de l'Union européenne



Source : Eurostat

Chiffres clés

	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
Superficie (en km ²)	12 012	543 965	2,2 %
Nombre de communes	1 268	34 970 (France métrop. : 34 841)	3,6 % (3,6 %)
Population (en millions - au 1 ^{er} janv. 2019 - Insee)	12,2	67,0 (France métrop. : 64,8)	18,2 % (18,8 %)
Densité de la population au km²	1 017	123	-
PIB 2015 (en volume, en milliards d'euros - Insee)	668,5	2 194,2 (France métrop. : 2 152,5)	30,5 % (31,1 %)
PIB/habitant 2015 (en euros)	55 204	32 967 (France métrop. : 33 409)	-
PIB/emploi 2015 (en euros)	107 715	79 773 (France métrop. : 80 214)	-
Emplois salariés privés (4 ^e trimestre 2019 - Insee Ile-de-France)	4 849 374	19 741 545	24,6 %
Taux de chômage (4 ^e trimestre 2019 - Insee Ile-de-France)	7,1 %	8,1 % (France métrop. : 7,9 %)	-

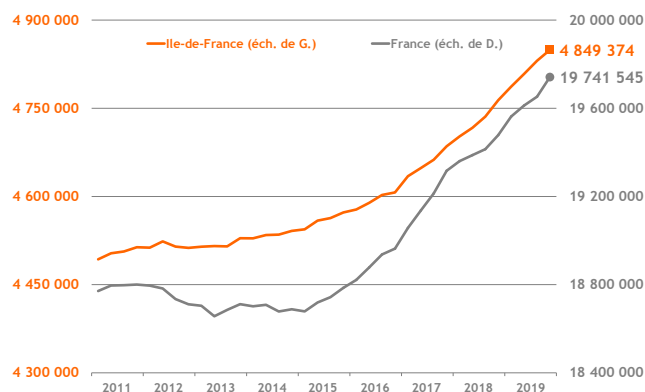
Emploi salarié privé

4^e trimestre 2019 - glissement annuel

+ 1,8 %

L'emploi francilien est resté favorablement orienté au quatrième trimestre 2019. Ainsi, l'emploi salarié privé a augmenté de 0,4 % sur un trimestre en Ile-de-France, soit plus de 18 000 créations nettes ; la variation sur un an s'est quant à elle élevée à + 1,8 %, ce qui a représenté plus de 85 000 créations nettes sur l'ensemble de 2019. Au plan sectoriel, dans le tertiaire marchand et dans la construction, l'emploi francilien a crû de respectivement 0,4 % et 1,0 % par rapport au troisième trimestre 2019 ; il a néanmoins marqué le pas dans l'industrie en s'avérant tout juste stable. Dans le même temps, alors qu'une légère décélération avait été observée au cours des deux trimestres précédents, la tendance au niveau national a également été positive : fin 2019, l'emploi y a ainsi augmenté de 0,5 % sur un trimestre et de 1,4 % sur un an. Ces évolutions devraient toutefois s'inverser dès le premier trimestre 2020.

Emploi salarié privé (données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

Demande d'emploi

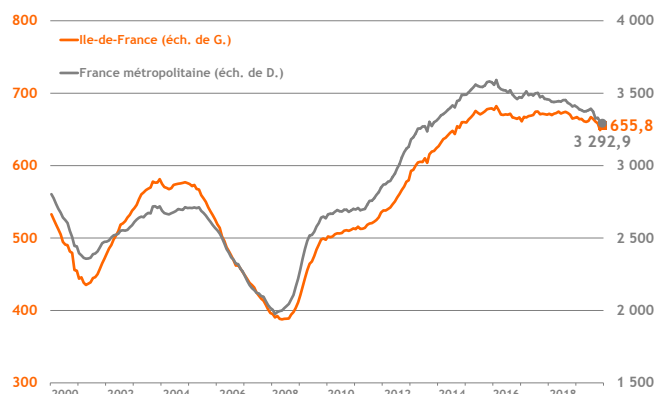
décembre 2019 - glissement annuel

- 1,5 %

Malgré le volume toujours conséquent des créations nettes d'emplois dans la région, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A s'est à nouveau poussivement réduit en Ile-de-France fin 2019. Ainsi, en décembre dernier, il s'élevait à 655 810 dans la région, soit seulement 26 400 unités de moins qu'en février 2016 lorsque la courbe des DEFM laissait entrevoir de premiers signes d'inversion ; surtout, alors qu'une nouvelle hausse est désormais plus que probable en 2020, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A dans la région était supérieur de quelque 268 000 unités à ses points bas d'avant la récession de 2008-2009. Qui plus est, la tendance baissière récente était moins soutenue en Ile-de-France qu'au plan national : en décembre dernier, le nombre de DEFM s'est en effet réduit de 3,5 % sur un an et de 7,4 % depuis février 2016 en France contre seulement - 1,5 % et - 3,9 % dans la région-capitale.

Note : la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Demande d'emploi en fin de mois (catégorie A, données cvs)



Source : Dares

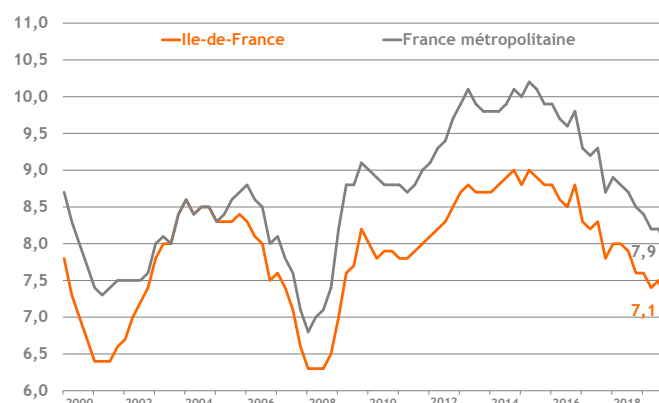
Taux de chômage

4^e trimestre 2019

7,1 %

Après une légère hausse (+ 0,1 point) au troisième trimestre 2019, le taux de chômage francilien est reparti à la baisse fin 2019 ; le taux régional s'est ainsi élevé à 7,1 % en moyenne sur l'ensemble du quatrième trimestre 2019, soit un net repli de 0,4 point comparativement au trimestre précédent. Par conséquent, alors que le reflux cumulé depuis le dernier point haut de la série au printemps 2015 a atteint 1,9 point, le taux de chômage régional était au plus bas depuis début 2009. L'évolution observée au plan national s'est avérée assez similaire puisque le taux de chômage (7,9 % en France métropolitaine au quatrième trimestre 2019) y a diminué de 0,3 point et le repli depuis le point haut du printemps 2015 atteignait 2,3 points fin 2019. Toutefois, une remontée des courbes francilienne et française aussi violente qu'en 2008-2009 est désormais à craindre début 2020.

Taux de chômage (données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

Immobilier d'entreprises

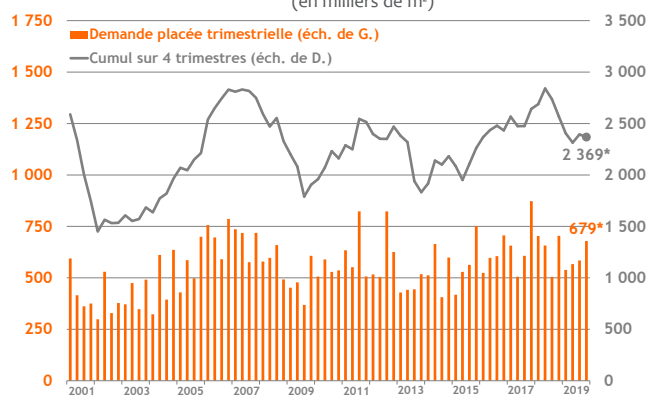
4^e trimestre 2019 - Surfaces de bureaux commercialisés

**679
000
m²**

A 679 000 m² au quatrième trimestre 2019, la demande placée de bureaux en Ile-de-France a franchi le cap des 500 000 m² pour le dix-neuvième trimestre consécutif. Ce volume a représenté un rebond après trois trimestres moroses mais il n'en est pas moins resté inférieur de 3,6 % à celui du quatrième trimestre 2018, période qui avait toutefois été particulièrement dynamique. Sur l'ensemble de l'année 2019, les commercialisations de bureaux dans la région ont été cantonnées à 2 368 500 m², soit un niveau inférieur de 7,8 % à celui de 2018 mais, malgré tout, en phase avec la moyenne des résultats annuels depuis 2000 (2 253 480 m²). Que ce soit au quatrième trimestre 2019 ou sur l'ensemble de l'année, le marché a été stimulé par la bonne tenue des commercialisations en Première Couronne. Il est à noter que de premiers résultats sont d'ores et déjà disponibles pour le premier trimestre 2020 : ils montrent que, sur fond de mouvements sociaux en janvier, puis d'épidémie de coronavirus à partir de mars, la demande placée s'est élevée à seulement 340 300 m² dans la région, soit - 36,8 % sur un an.

Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France

(en milliers de m²)



Source : GIE Immostat

* : données provisoires pour le 4^e trimestre 2019

Prix des logements anciens

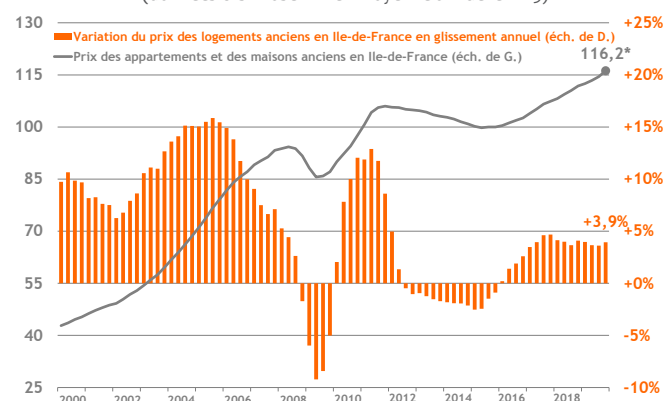
4^e trimestre 2019 - Prix des logements anciens - glissement annuel

+ 3,9 %

Dans la continuité de la tendance observée depuis fin 2015, le prix des logements anciens (appartements et maisons confondus) a de nouveau augmenté en Ile-de-France au quatrième trimestre 2019 ; ainsi, l'évolution s'est élevée à + 1,5 % par rapport au troisième trimestre 2019 et à + 3,9 % par rapport au quatrième trimestre 2018. Par conséquent, la remontée des prix immobiliers franciliens depuis le dernier point bas du printemps 2015 atteignait fin 2019 16,4 %, cette tendance haussière étant principalement impulsée par l'évolution du prix des appartements (+ 20,4 % contre + 8,4 % pour les maisons) et par le marché parisien. Cependant, les transactions sont quasiment à l'arrêt depuis le début du confinement et les prix pourraient fléchir au moment de la reprise de l'activité immobilière.

Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France

(données cvs - Base 100 en moyenne annuelle 2015)



Source : Insee Ile-de-France

* : données provisoires pour le 4^e trimestre 2019

Emploi intérimaire

décembre 2019 - glissement annuel

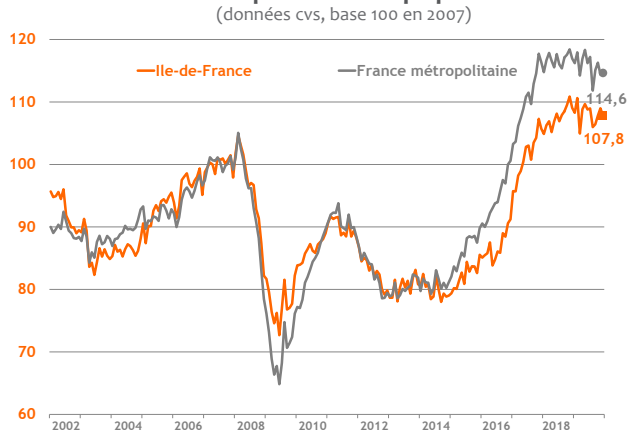
- 1,2 %

L'emploi intérimaire a représenté quelque 132 000 équivalents temps plein (ETP) en Ile-de-France en décembre 2019 ; ainsi, dans la continuité du trimestre précédent, l'évolution du volume d'emplois intérimaires dans la région est restée défavorable (- 1,2 % par rapport à décembre 2018). Les variations ont toutefois été hétérogènes au cours du quatrième trimestre 2019, l'emploi intérimaire ayant, dans un premier temps, augmenté sur un mois de 1,3 % en octobre et de 1,1 % en novembre avant de se contracter de 1,1 % en décembre. Le marché de l'intérim a été tout aussi à la peine fin 2019 au plan national : en effet, en décembre dernier, le volume de l'emploi intérimaire en France métropolitaine était inférieur de 2,0 % au niveau qu'il affichait un an plus tôt. Qui plus est, en Ile-de-France comme en France, la tendance baissière devrait s'accélérer début 2020, les emplois intérimaires étant ceux qui souffrent le plus en période de crise.

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein

(données cvs, base 100 en 2007)



Source : Dares

Créations d'entreprises

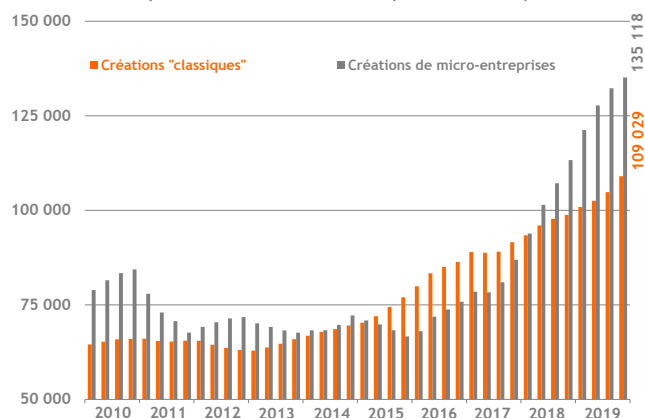
créations d'entreprises - 4^e trimestre 2019

65 575

Près de 65 600 entreprises ont été créées en Ile-de-France au quatrième trimestre 2019 ; ce volume a représenté une augmentation de 12,1 % par rapport au quatrième trimestre 2018, soit la neuvième hausse trimestrielle consécutive à deux chiffres. Il est à noter que, contrairement aux trimestres précédents, l'évolution des créations sous le régime du micro-entrepreneur a été moins soutenue (+ 8,7 % sur un an) que celle des créations « classiques » (+ 16,3 % par rapport au quatrième trimestre 2018). Au plan national, le volume total de créations d'entreprises a crû encore plus rapidement qu'en Ile-de-France (+ 19,5 % en glissement annuel) ; l'évolution du nombre de nouveaux micro-entrepreneurs y est en effet restée dynamique (+ 21,3 % contre + 18,0 % pour les créations « classiques »). Les informations les plus récentes montrent que, dans le contexte épidémique que nous connaissons, le volume total des créations s'est réduit de 8,0 % sur un an au premier trimestre 2020 en Ile-de-France.

Note : le terme « micro-entreprise » employé ici désigne le régime des auto-entrepreneurs jusqu'au 31 décembre 2014 et celui des micro-entrepreneurs à partir du 1^{er} janvier 2015.

Créations d'entreprises en Ile-de-France (données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

Défaillances d'entreprises

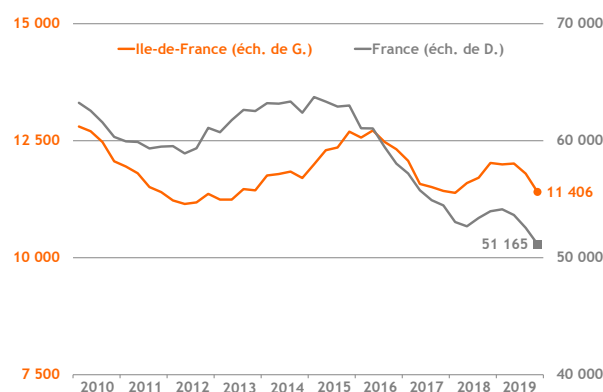
4^e trimestre 2019 - glissement annuel

- 11,3 %

Dans la continuité du mouvement amorcé au troisième trimestre 2019 (- 9,1 %), le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France a été orienté à la baisse au quatrième trimestre 2019 ; ainsi, le volume des défaillances dans la région a diminué de 11,3 % au cours du dernier trimestre de 2019 par rapport à la même période de 2018. Grâce à cette tendance baissière au second semestre, le nombre de défaillances dans la région-capitale sur l'ensemble de 2019 (11 406) s'est réduit de 5,1 % par rapport à celui de 2018 ; le nombre de salariés ayant perdu immédiatement leur emploi du fait de la liquidation judiciaire de leur entreprise est également en baisse de 5,0 %. Dans le même temps, l'évolution au niveau national a été similaire : - 9,4 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2019, ce qui a conduit la baisse sur l'ensemble de l'année à 5,2 %. La tendance risque toutefois de s'inverser à nouveau dès le premier trimestre 2020 compte tenu des difficultés rencontrées par les entreprises franciliennes et françaises dans le contexte actuel d'épidémie de coronavirus.

Défaillances d'entreprises

(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Sources : Insee Ile-de-France et Oced (Observatoire consulaire des entreprises en difficulté)

Dépenses de consommation des ménages

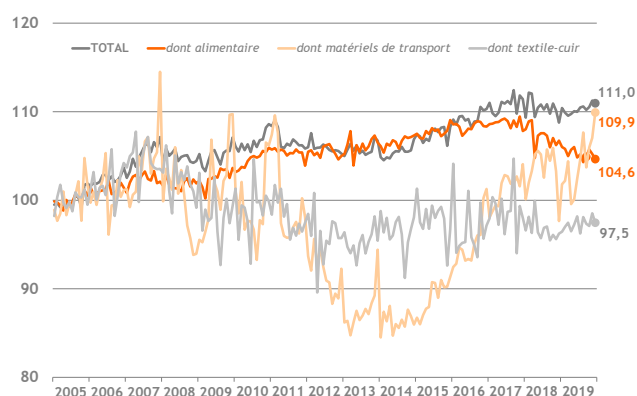
4^e trimestre 2019 - glissement annuel

+ 0,9 %

Bien que hésitante, l'évolution des dépenses de consommation en biens des ménages français a été favorablement orientée au quatrième trimestre 2019. Ainsi, la consommation a augmenté de 0,4 % par rapport au troisième trimestre 2019 et de 0,9 % par rapport au quatrième trimestre 2018. En effet, les mesures de soutien budgétaire ont contribué à stimuler le pouvoir d'achat des ménages. Les tendances sont néanmoins restées hétérogènes d'un bien à l'autre ; les dépenses en matériels de transport ont ainsi augmenté de 5,2 % par rapport au quatrième trimestre 2018 tandis que les achats alimentaires se sont repliés dans le même temps de 1,4 %. En tout état de cause, la consommation devrait être orientée à la baisse à partir du printemps ; en effet, l'épidémie de Covid-19 et les mesures sanitaires de confinement qui en découlent stimulent, certes, les achats alimentaires mais reportent, voire annihilent les autres (achats automobiles, habillement, etc.).

Indices du volume des ventes de biens en France

(données cvs, base 100 en 2005)



Source : Insee

Commerce extérieur

exportations - 4^e trimestre 2019 - glissement annuel

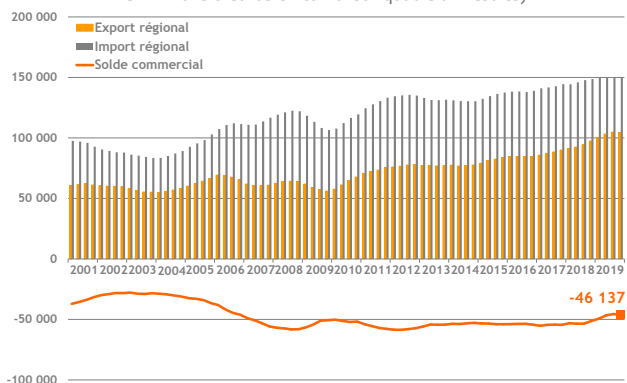
- 1,9 %

Les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes ont diminué au quatrième trimestre 2019 (- 1,9 % par rapport à la même période de 2018) pour la première fois depuis le troisième trimestre 2016 ; en effet, les mouvements sociaux qui ont débuté le 5 décembre ont pénalisé les exportations franciliennes en fin de période. Parallèlement, les importations ont décéléré également au quatrième trimestre 2019 mais en se stabilisant malgré tout (+ 0,2 % en glissement annuel, après + 1,5 % au troisième trimestre). Dans ce contexte, le déficit commercial francilien a légèrement augmenté fin 2019 mais a néanmoins terminé l'année à son niveau le plus faible depuis 2006 (46,1 milliards d'euros). L'épidémie actuelle de covid-19 tire sévèrement les échanges vers le bas ; le repli devrait être encore plus marqué début 2020 que lors de la récession de 2008-2009, ce qui va réduire le déficit commercial francilien... mais sans qu'il y ait de raison de s'en réjouir.

*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

Commerce extérieur d'Ile-de-France

(données brutes CAF/FAB* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



Source : Direction générale des douanes et droits indirects, Ministère de l'Économie et des Finances

Hôtellerie

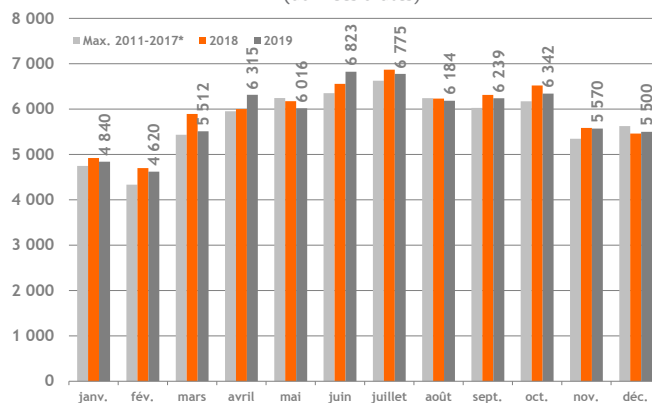
nuitées dans les hôtels franciliens - 4^e trimestre 2019 - glissement annuel

- 0,9 %

Déjà pénalisé par le mouvement des gilets Jaunes début 2019, le secteur de l'hôtellerie francilienne a terminé l'année sur une note amère ; ainsi, le nombre de nuitées hôtelières en Ile-de-France a diminué de 0,9 % en moyenne au quatrième trimestre 2019 par rapport à la même période de 2018. Il est à noter que ce mouvement de baisse est lié aux replis enregistrés en octobre (- 2,7 % en glissement annuel) et en novembre (- 0,3 %) alors que le volume de nuitées a, au contraire, augmenté en décembre (+ 0,7 %). Sur l'ensemble de 2019, le nombre de nuitées dans les hôtels franciliens s'est élevé à 70,7 millions, soit une perte de près de 500 000 unités par rapport à 2018 (- 0,7 %). Le repli s'annonce plus marqué encore début 2020, l'épidémie de Covid-19 ayant provoqué l'absence de certaines nationalités dès fin janvier et ayant entraîné la fermeture de très nombreux établissements hôteliers dès le début du confinement.

Nombre de nuitées dans l'hôtellerie

(données brutes)



Source : Insee Ile-de-France (champ : hôtels de 0* à 5*)
* : la série « Max. 2011-2017 » correspond au maximum du nombre de nuitées de chacun des mois de 2011 à 2017.

Trafic aéroportuaire

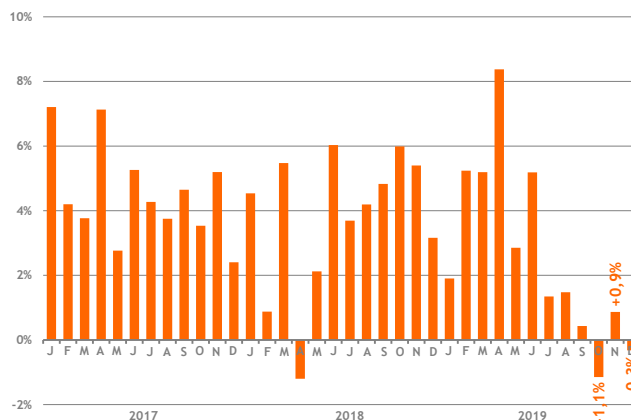
trafic passagers - 4^e trimestre 2019 - glissement annuel

- 0,3 %

Après avoir déjà décéléré au trimestre précédent (+ 1,1 % sur un an), le trafic passagers de Paris Aéroport a été encore plus à la peine au quatrième trimestre 2019 : en moyenne sur l'ensemble du trimestre, il s'est ainsi replié de 0,3 % par rapport au quatrième trimestre 2018. Ce ralentissement a été particulièrement marqué en octobre du fait des conséquences de la faillite de la compagnie Aigle Azur et de la fermeture pour travaux de la principale piste d'Orly et, en décembre, du fait des mouvements sociaux. Malgré ces résultats décevants au second semestre, le trafic sur l'ensemble de 2019 a été supérieur de 2,5 % à celui de 2018 et a constitué un nouveau record annuel pour Paris Aéroport (108,0 millions de passagers). Néanmoins, l'épidémie de Covid-19 pénalise aujourd'hui très fortement l'activité des aéroports parisiens puisque, à Roissy, les terminaux 1 et 3 sont fermés et, à Orly, plus aucun mouvement d'avion n'a lieu depuis le 31 mars au soir.

Trafic passagers de Paris Aéroport

(variation par rapport au même mois de l'année précédente)



Source : Paris Aéroport

Industrie

Repli marqué de l'activité en décembre

Engagée à la fin du printemps, la dynamique de hausse modérée mais régulière de l'activité industrielle francilienne s'est maintenue en octobre et novembre 2019 avant de s'interrompre brutalement en décembre sur fond de mouvements sociaux. Dans ce contexte, le taux d'utilisation de l'outil de production francilien s'est encore réduit : il se situait en décembre à 76,9 %, soit un niveau bien inférieur à sa moyenne de longue période. Le coup de frein a été particulièrement marqué dans l'industrie pharmaceutique et dans les industries textiles. Les carnets de commandes restaient malgré tout globalement assez bien garnis et les prévisions des industriels franciliens étaient alors favorables pour début 2020 ; or, à l'exception de la fabrication de denrées alimentaires et de boissons, ces prévisions ont été bouleversées dans tous les secteurs par l'épidémie de Covid-19 à partir de mi-mars.

Bâtiment et travaux publics

Une fin d'année 2019 porteuse

L'activité du BTP en Ile-de-France est restée porteuse mais hétérogène d'un secteur à l'autre au quatrième trimestre 2019. Ainsi, malgré le vif soutien des travaux du Grand Paris, l'activité du secteur des travaux publics a de nouveau ralenti, les commandes des collectivités territoriales diminuant à l'approche des élections municipales ; à l'inverse, dans le bâtiment, l'activité s'est encore intensifiée, à la fois dans le gros œuvre et dans le second œuvre. Fin 2019, les carnets de commandes étaient bien garnis, ce qui permettait aux chefs d'entreprise du BTP de se montrer confiants et d'envisager de nombreux recrutements, notamment dans le second œuvre... mais l'épidémie de Covid-19 et les mesures sanitaires de confinement ont mis à l'arrêt la plupart des chantiers pendant plusieurs semaines avant qu'un lent redémarrage s'amorce début avril.

Services marchands non financiers

Baisse sensible en décembre

L'évolution de l'activité dans les services marchands non financiers franciliens a été favorable au début du quatrième trimestre 2019 avant un repli sensible en décembre en raison des perturbations occasionnées par les mouvements sociaux. En effet, les bonnes performances de l'édition, de l'ingénierie technique et du conseil pour les affaires et la gestion n'ont pas compensé le recul des secteurs de l'hôtellerie-restauration et des transports routiers, affectés par le climat social.

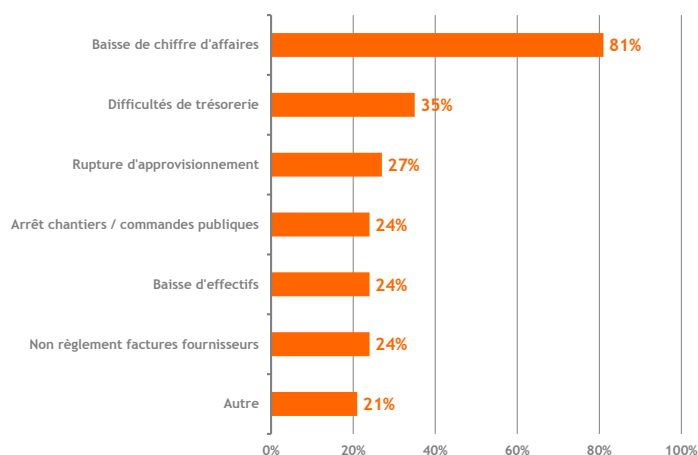
Si l'optimisme restait alors de mise dans l'ensemble des secteurs pour début 2020, l'épidémie de coronavirus est, là aussi, venue tirer l'activité vers le bas en mars, voire dès février pour l'hôtellerie-restauration.

Source : ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.
www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france

Dossier du trimestre

Résultats de l'enquête pour mesurer l'impact de la crise sanitaire sur l'activité des entreprises franciliennes

Quelle est la nature des difficultés que vous rencontrez ?
(plusieurs réponses possibles, base : établissements toujours en activité)



Source : Crocis de la CCI Paris Ile-de-France

Mobilisée depuis le début de l'épidémie de coronavirus, la CCI Paris Ile-de-France a réalisé entre le 30 mars et le 3 avril une enquête auprès de 2 000 entreprises franciliennes pour mesurer l'impact de la crise sanitaire sur leur activité. Les résultats de cette enquête montre que 87 % des commerces de proximité (hors alimentaire) sont concernés par des mesures de fermeture administrative.

Les chefs d'entreprise estiment que leur activité est fortement orientée à la baisse à cause de la crise du Covid-19. 80 % d'entre eux déplorent une baisse de chiffre d'affaires, 35 % des difficultés de trésorerie et 27 % des ruptures d'approvisionnement. « Nous n'avons plus de trésorerie depuis le début du confinement, plus de chiffre d'affaires ; je vais devoir mettre la clé sous la porte » indique un chef d'entreprise du secteur des services.

24 % des chefs d'entreprise ont dû faire face à des baisses d'effectif, soit pour motif de garde d'enfants de moins de 16 ans et/ou de personnes fragiles (55 % d'entre eux), soit pour motif de maladie (25 %), soit parce que les salariés invoquent leur droit de retrait (20 %).

Quant aux principales mesures mises en place pour soutenir les entreprises dans la période, 71 % ont eu recours à l'activité partielle, 50 % au report des échéances sociales et 35 % au report des échéances fiscales.

Une entreprise sur deux a au moins un salarié en télétravail, et plus de 20 % ont placé l'ensemble de leurs salariés en télétravail. 56 % des entreprises rencontrent des difficultés pour mettre en place le chômage partiel dans leurs structures.

Pour en savoir plus :

<https://www.cci-paris-idf.fr/vous-etes/presse-espace/communiqués/enquete-sur-limpact-du-covid-19>

Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également une note semestrielle de synthèse sur la situation de l'emploi et de la conjoncture économique en Ile-de-France ainsi que des tableaux de bord de la conjoncture des départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site www.crocis.cci-paris-idf.fr dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr

Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr
Suivez nous sur Twitter https://twitter.com/CROCIS_CCI_IDF

Responsable : Isabelle SAVELLI
Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN
Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER
Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL
Services : Bénédicte GUALBERT
Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX
PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE
Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI

Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX

Crédit photo : ©Ph. Guignard - Air Images - CCI Paris Ile-de-France
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source

Dépôt légal : avril 2020

ISSN : 1266-3255